

UNIS

CONTRE l'extrême droite
POUR le progrès social
et l'égalité des droits

CGT
FSU
SOLIDAIRES
UNEF
UNL
FIDL

Lancement d'un observatoire national intersyndical des politiques et des pratiques municipales de l'extrême droite

Dans le prolongement de la campagne intersyndicale « Unis contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques », lancée le 29 janvier dernier, étayée par plusieurs dizaines d'initiatives réparties sur tout le territoire, nos organisations syndicales ont décidé de se doter d'un outil permanent : l'observatoire national intersyndical des politiques et des pratiques municipales de l'extrême droite.



L'extrême droite, se nourrissant de la désespérance sociale et du rejet des politiques actuelles, administre désormais 14 municipalités, auxquelles s'ajoute le 7^e secteur de Marseille : Beaucaire (Gard), Béziers (Hérault), Bollène (Vaucluse), Camaret-sur-Aigues (Vaucluse), Orange (Vaucluse), Le Pontet (Vaucluse), Piolenc (Vaucluse), Cogolin (Var), Fréjus (Var), Le Luc (Var), Hayange (Moselle), Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), Villers-Cotterêts (Aisne), Mantes-la-Ville (Yvelines).



Ce sont plus de 450 000 administrés, sur lesquels pèsent les conséquences pratiques des politiques d'extrême droite. Par ailleurs, elle dispose désormais de plus de 2 000 conseillers municipaux et intercommunaux à même de distiller et d'étendre sa sphère d'influence. L'analyse de terrain de leur pratique est un enjeu important. Marine Le Pen ne s'y trompe pas en déclarant dans la presse avoir besoin d'un bilan pour assurer sa progression.

Pour ce faire, il nous faut être en capacité de mesurer sur le terrain, dans l'ensemble des champs dans lesquelles nous sommes présents (entreprises, services, écoles, universités, services publics, collectivités territoriales, associations...), les effets concrets des pratiques de l'extrême droite.



D'ores et déjà, nous avons pu enregistrer un certain nombre de faits révélateurs touchant notamment la culture, la démocratie locale, les politiques sociales... : arrêt de la mise à disposition d'un local et suppression de subvention pour la Ligue des droits de l'Homme (Hénin-Beaumont); refus du maire de Villers-Cotterêts de célébrer l'anniversaire de l'abolition de l'esclavage; baisse des subventions des centres sociaux des quartiers à forte population d'origine immigrée (Fréjus); volonté d'armer la police municipale et de la faire travailler 24h sur 24 (Béziers); ...



Dans l'unité la plus large, nous appelons à créer ou renforcer des structures locales enracinées dans les villes et dans les pratiques de terrain, en lien avec l'observatoire national intersyndical des politiques et des pratiques municipales de l'extrême droite.



Nous nous fixons comme objectif de faire un état des lieux sur le long terme des effets des politiques d'extrême droite, d'analyser les résultats de ces observations, de communiquer, d'organiser et d'appuyer les ripostes et défenses unitaires nécessaires.

